Sortir de l'état d'urgence !
NON à la déchéance de nationalité !

SAMEDI 30 JANVIER
Manifestations partout en France
ARLES: 14h30 Place de la République
Nous ne cèderons pas: http://www.ldh-france.org/cederons-pas/

En réaction à l'horreur des attentats, l'état d'urgence a été décrété par le gouvernement, puis prolongé pour une première durée de trois mois et qui vient d'être à nouveau prolongé.

L'interdiction des rassemblements et manifestations entraîne la multiplication des arrestations, des gardes à vue, des assignations à résidence, un fichage policier des militants, et, pour quelques-uns, des condamnations.
L'état d'urgence autorise par ailleurs des perquisitions sur ordre des préfectures, de jour comme de nuit, souvent violentes, en dehors de tout cadre judiciaire, sur le fondement d'informations et de soupçons sujets à caution.

Les assignations à résidence se multiplient sur la base de motifs aussi vagues que la présence sur le lieu d'une manifestation ou le fait de « connaître » tel ou tel individu. Rien n'indique qu'une telle frénésie va s'arrêter, chacun peut en être victime.

Malgré plus de 3200 perquisitions, 300 gardes à vus, 400 assignations à résidence, une seule mise en examen pour terrorisme a pu être décidée. Était-il bien utile de traumatiser 3200 familles, y compris la nuit, parfois en présence de jeunes enfants, pour un tel résultat ? Ne serait-il pas plus efficace de plus étudier les situations ?

Reprenant à son compte les exigences de l'extrême droite, FN en tête, le gouvernement s'engage honteusement dans une modification de la Constitution visant à étendre la déchéance de la nationalité aux binationaux nés en France. L'égalité des citoyens devant la loi ne sera plus respectée.

Notre pays a été blessé, mais loin d'en apaiser les plaies, le projet de loi constitutionnelle dit de « protection de la Nation » qui inclut la déchéance de nationalité pour les binationaux et le recours facilité à l'état d'urgence est la porte ouverte aux stigmatisations ainsi qu'à de possibles dérives législatives et policières.

Nous réclamons

- **la levée immédiate de l'état d'urgence**
- **le renoncement à la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité**

Premiers signataires : LdH Arles, LdH Châteaurenard, LdH Port St Louis du Rhône, EELV, Laïques & UFAL, ATTAC Arles, La Libre pensée, FSU Arles, RESF Arles, Union Locale CGT Arles …